



La Rentrée Solidaire

avec les enfants
du Congo (RDC)

www.rentreesolidaire.org

- LES DOSSIERS RESSOURCES -

Les enjeux éducatifs en République Démocratique
du Congo *



Photo 1, Crédits photos du dossier TDR ©Solidarité Laïque. Sauf exception explicite.

* Dossier accompagnant le poster pédagogique et le film « Une journée à l'école
en RDC avec Daniel »



SOMMAIRE

A l'Horizon 2030 : 17 Objectifs de Développement Durable	3
Le plan national d'Education de la RDC (période 2016-2025).....	5
Les principaux défis de l'éducation en RDC	7
➤ Le coût de l'éducation : « L'accès à l'école demeure encore un luxe ».....	7
➤ Que financent les parents ?	7
➤ La marchandisation de l'éducation	9
➤ La corruption à l'école	9
➤ Aller + loin : UN FILM : « Examen d'Etat »	9
➤ Le coût de l'éducation accentue les inégalités et les exclusions	9
➤ Un manque d'infrastructures et de fournitures criant.....	10
Le défi de la qualité de l'éducation	12
➤ Le métier d'enseignant : un métier peu valorisé	12
➤ L'existence de classes pléthoriques	12
➤ L'enseignement : un métier souvent réservé aux hommes	12
➤ Le défi lié à l'espérance de vie scolaire	13



A l'Horizon 2030 : 17 Objectifs de Développement Durable

L'éducation est non seulement un droit fondamental, comme le soulignent la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen et la Convention internationale des droits de l'enfant, mais elle permet également d'accéder à tous les autres droits fondamentaux (UNESCO 2016) et est le fondement de l'exercice de la citoyenneté des individus.

Les preuves sont nombreuses quant à l'impact de l'éducation comme instrument efficace pour lutter contre les inégalités. Elle est au cœur des stratégies de développement et entraîne de réels progrès sur la croissance économique, le progrès vers l'égalité, un meilleur état de santé, l'accès aux droits et tous les objectifs qui concourent au développement durable.

→ Chaque année de scolarisation représente 10% d'augmentation du revenu potentiel d'un individu. → A l'échelle nationale, chaque année représente une hausse de 1% du PIB.

→ 700 000 cas de VIH pourraient être évités chaque année si tous les enfants recevaient une éducation primaire. (UNESCO rapport « Education counts »).

Il est donc nécessaire d'encourager une éducation de qualité gratuite et accessible à toutes et tous, objectif de longue date déjà adopté par les Etats en 2000, à Dakar, au Forum mondial de l'éducation Pour Tous.

En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030 ou « ODD » Objectifs de Développement durable.

C'est un agenda pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et par les partenariats (les « 5 P »). Il porte une vision permettant de transformer notre monde en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable.

Les 17 Objectifs de développement durable, et leurs 169 cibles, ou sous-objectifs, forment le cœur de ce que l'on appelle l'Agenda 2030.



Un ODD est dédié à l'éducation : l'Objectif 4 : « **Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie** ». Il se décline en sous objectifs.



Plus complet que le précédent OMD (Objectif millénaire pour le développement 2000-2015), l'ODD 4 marque une avancée importante. Il incarne une vision élargie de l'éducation en mettant l'accent sur l'égalité homme-femme dans l'accès à l'éducation, la gratuité de l'éducation, la notion d'éducation inclusive et le continuum éducatif de la petite enfance à l'éducation tout au long de la vie.

L'inégal accès à l'éducation de qualité dans les pays les plus pauvres du monde est un frein au développement. Les populations les plus défavorisées sont confrontées aux difficultés les plus criantes en matière d'accès à l'éducation de qualité. Selon le dernier rapport de suivi de l'Education pour tous (UNESCO rapport mondial de suivi de l'EPT), dans le monde, les enfants les plus pauvres ont quatre fois moins de chances de fréquenter l'école que les enfants les plus riches et la probabilité qu'ils n'achèvent pas l'éducation primaire est cinq fois supérieure. Alors qu'un nombre sans cesse plus grand d'élèves accèdent à l'éducation depuis les années 2000, beaucoup sont encore laissés au bord du chemin.

Aujourd'hui encore de trop nombreux enfants n'ont pas accès à l'École et quand ils y sont, ils apprennent trop peu¹

Dans le monde, on estime à 274 millions le nombre d'enfants scolarisés en cycle primaire qui pour autant n'ont pas les compétences de base de base nécessaires pour une vie saine et pour s'insérer économiquement.

L'Afrique subsaharienne a les plus grands besoins. Sur plus de 72 millions de filles et de garçons dans le monde qui ont quitté précocement l'école primaire, 50% vivent dans cette région.

L'inégalité dans ces pays est également un obstacle chronique, avec seulement 65% des enfants les plus pauvres pour 100 des plus riches allant à l'école primaire.

En Afrique subsaharienne, seulement 64% des enseignants du primaire sont formés, ce qui impacte la qualité de l'enseignement et des apprentissages mais aussi la motivation.

Environ 130 millions d'enfants en école primaire en Afrique subsaharienne ne maîtrisent pas les compétences de base en alphabétisation et en calcul.

Pour parvenir à l'achèvement universel de l'enseignement secondaire d'ici 2030 (ODD 4), tous les enfants devraient être inscrits à l'école primaire mais le taux d'admission dans les pays à faible revenu n'est pas encore complet (73% en 2016). Selon l'UNESCO, l'aide actuelle à l'éducation doit être multipliée par 6 pour atteindre les objectifs de l'ODD 4.

¹ *Global education monitoring report (GEM) UNESCO 2016 & 2019; Aid to education reached an all-time high in 2016, GEM Report; 2019: Migration, displacement and education Teaching and learning, GPE; UNESCO Institute for Information Technologies in Education, October 2018; The State of the World's Children, UNICEF, 2016; Aid to education falls for the sixth consecutive year, UNESCO, June 2017*



En 2016, l'aide à l'éducation ne représentait que 7,6% de l'aide au développement totale contre 10% en 2009, 24% seulement de cette aide étant allouée à l'éducation de base en Afrique subsaharienne.

Dans le même temps si toutes les étudiantes et tous les étudiants dans les pays à faible revenu quittaient l'école avec des compétences de base en lecture, 171 millions de personnes pourraient sortir de la pauvreté.

L'ODD 4 et le Cadre d'action « Education 2030 », qui orientent les politiques nationales et internationales en matière d'éducation, sont l'opportunité pour les pays les plus pauvres de mettre en place des systèmes éducatifs de qualité et justes, qui contribueront au développement et au bien-être des populations les plus démunies. Des efforts considérables sont nécessaires de la part des Etats eux-mêmes mais aussi de la communauté internationale au travers son aide internationale afin d'assurer la réalisation de cet agenda d'ici 2030.

Le plan national d'Education de la RDC (période 2016-2025)²

La République démocratique du Congo est, après le Nigéria, le deuxième pays au monde où le nombre d'enfants non-scolarisés est le plus élevé.

- 3,5 millions d'enfants de 6 à 11 ans ne sont pas scolarisés à l'école primaire (soit 26,7% de la tranche d'âge)
- 30% des garçons et 32% des filles en milieu rural ne sont pas scolarisés
- 3 enfants sur 10 ne terminent pas le cycle primaire³

Malgré ces chiffres, la République démocratique du Congo a réalisé d'importants progrès dans ce secteur :

- Le taux d'achèvement au niveau du primaire par exemple, a considérablement augmenté, passant de 29 % en 2002, à 70 % en 2014⁴.

L'Etat concède aussi de nombreux efforts dans ce secteur. C'est un des pays élus au fonds mondial pour l'éducation (le Partenariat mondial pour l'éducation, PME) qui exige un investissement public dans l'éducation et aussi la mise en œuvre d'un plan stratégique national jusqu'en 2025.

Le plan national d'Education (pour la période 2016-2025) a comme objectif de construire « **un système éducatif inclusif de qualité, contribuant efficacement au**

² Avertissement : il a été très difficile de compiler des données et des informations récentes pour constituer ce dossier ; notamment au niveau des statistiques de l'éducation (le pays déclarant très peu aux institutions de suivi mondiales par défaut de ressources en matière de statistiques nationales et de collecte de données). C'est un autre enjeu pour le pays afin de suivre pleinement l'ODD4.

³ Source : Stratégie sectorielle du ministère congolais de l'Education

⁴ Global partnership for Education



développement national, à la promotion de la paix et d'une citoyenneté démocratique active ».

Il met l'accent sur

- L'élargissement de l'accès et de l'équité,
- L'amélioration de la qualité de l'apprentissage
- Et l'amélioration de la gouvernance et de la gestion de l'Education.

Le financement public de l'éducation a déjà considérablement augmenté, passant de 9 % des dépenses publiques en 2010 à 18 % en 2014 (il dépassait les 20% dans les années 60). Dans le cadre de la contractualisation de l'Etat avec le PME, le gouvernement s'est engagé à porter la part de son budget allouée à l'éducation à 20 %.



Photo 2, source : film « Une journée à l'école au Congo avec Daniel » (TDR ©Solidarité Laïque)



Les principaux défis de l'éducation en RDC

- Le coût de l'éducation : « L'accès à l'école demeure encore un luxe »

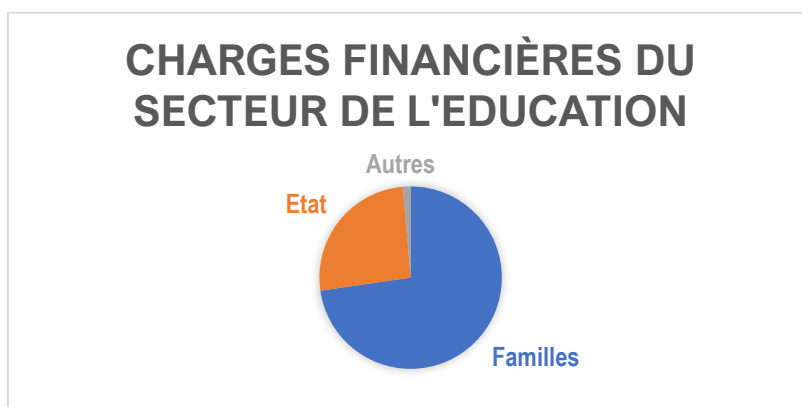
Ce titre, c'est celui d'un article de la Coalition nationale de l'éducation pour tous en RDC (CONEPT/RDC) dans son magazine Education Pour Tous publié le 30 avril 2017, qui dresse un état des lieux alarmant de l'accès à l'éducation dans le pays.

En effet le coût de l'éducation est un obstacle majeur à la scolarisation de tous et toutes.

Pourtant le président congolais, Joseph Kabila, avait décrété la gratuité de l'enseignement primaire en 2010, (cf article 7, alinéa 18, de la loi cadre sur l'enseignement national : « le Gouvernement fait de la gratuité de l'enseignement une priorité absolue de son action »).

Les mesures confirmant la gratuité étaient «la suppression du minerval (frais de scolarité), de la motivation des enseignants (la prime des enseignants), des frais de fonctionnement, des frais de l'administration de bureau des gestionnaires... ».

Malgré ces engagements, la réalité est toute autre car aujourd'hui encore les ménages supportent plus de 70% des dépenses de l'éducation⁵.



- Que financent les parents ?

Ils prennent en charge les fournitures, l'uniforme, les frais de transport... et ils interviennent également dans la paie des salaires des enseignants (motivation), les frais de fonctionnement de l'école, et même dans le paiement des évaluations (comme l'examen d'Etat). Il existe à Kinshasa une quotité que l'hôtel de ville prélève sur la motivation versée par les élèves, dénommée « frais Kimbuta ». Il faut aussi noter que l'État confie la gestion de certaines écoles publiques à des confessions religieuses qui ont leur propre organisation administrative aux différents niveaux.

⁵ D'après les études menées dans le cadre du RESN 2014 (Rapport sur l'état du système éducatif congolais publié par la Banque mondiale)



Le pays compte près de 600 000 enseignants dont près de 150 000 sont sans salaire. Dans certains milieux comme dans les grandes villes, les salaires des enseignants ne peuvent même pas couvrir le loyer mensuel. C'est un métier dévalorisé. De plus, en dehors de la prise en charge des enseignants, les parents se voient obligés de doter les écoles de divers appuis car ces dernières n'ont pas de frais de fonctionnement (à l'exception d'écoles pré sélectionnées du primaire) : petites et grandes réparations, constructions de nouvelles salles, rafraîchissement des murs, ...



Photo 3, source : film « Une journée à l'école au Congo avec Daniel » (TDR ©Solidarité Laïque)

La situation n'est pas nouvelle⁶, elle date des années 80 avec la crise économique (baisse des prix des matières premières, Plans d'Ajustement structurel...) qui s'est déclarée dans le pays.

Depuis, la part des dépenses publiques dans les services sociaux de base comme l'éducation et la santé a commencé à baisser brutalement (Secteur éducatif : 17% en 1983 à 7% en 1985, source : Banque Mondiale). Cette situation s'est aggravée dans les années 90 avec l'arrivée des conflits.

Face à la carence de l'Etat notamment dans le versement de salaires des fonctionnaires et des enseignants (il y a même eu une année scolaire blanche en 92-93) les parents ont pris le relais (d'où le nom explicite de ces frais : « prime d'encouragement » ou de « motivation »).

⁶ http://www.librefrique.org/Darly_ecole_RDC_210313



➤ La marchandisation de l'éducation

Par ailleurs, la gestion des dépenses publiques étant loin d'être effective, **les acteurs privés** ont aussi pris le relais de l'Etat en contribuant au financement de dépenses de l'éducation et en construisant leurs propres écoles.

Actuellement, les écoles privées, qui bénéficient du laxisme de l'Etat en termes de gouvernance et régulation, ont la part belle en RDC. L'école gratuite étant perçue comme étant de mauvaise qualité, les parents préfèrent souvent y scolariser leurs enfants, malgré les coûts financiers que cela implique. Pourtant, la qualité est loin d'y être garantie.

➤ La corruption à l'école

Enfin, la corruption s'est malheureusement inscrite à l'école.

L'assiduité et l'intelligence des apprenants ne sont plus les seuls moyens de « réussite » surtout dans les niveaux supérieurs et aux examens où celui qui ne paye pas n'obtient pas de bon résultat.

➤ Aller + loin : UN FILM : « Examen d'Etat »



<http://africultures.com/films/?no=16029> : possible de le visionner en ligne via Vimeo

http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/40982

Un film de Dieudo Hamadi, 2014

À Kisangani, en République démocratique du Congo, un groupe de jeunes lycéens s'apprête à passer son examen d'État, l'équivalent du baccalauréat français. La caméra de Dieudo Hamadi le filme tout au long de sa préparation, depuis les bancs de l'école d'où les élèves se font régulièrement chasser parce qu'ils n'ont pas payé la "prime des enseignants", aux "maquis" (maisons communes) où ils se retrouvent pour réviser et dans les rues chaotiques de la ville où ils passent leur temps à "chercher la vie".

➤ Le coût de l'éducation accentue les inégalités et les exclusions

La pauvreté des parents constitue un facteur de faible demande scolaire⁷ : « J'ai sept enfants dans ma famille et quatre parmi eux ne vont pas à l'école pas parce que je n'ai pas de ressources », déclare Sylvain Ndingila, un parent d'élèves à Kikwit, la capitale de la province du Bandundu (sud-ouest de la RDC).

⁷ Cf étude de Mumpasi et Ngondo 2003



« Si l'on considère le revenu du citoyen moyen, le salaire de l'enseignant, les ressources dont disposent bon nombre de ménages dans notre pays, on se rendra compte que c'est trop bas. Ainsi, un enfant qui va à l'école affamé, bien que bénéficiant de la gratuité stipulée dans la Constitution, sera poussé à revenir à la maison, n'étant pas capable de supporter la faim. Pour sa part, l'enseignant qui est sous-payé tentera de tendre régulièrement la main aux parents pour subvenir à ses besoins. » Guy David Kabango, coordinateur du Réseau des écoles du Réveil.

Les conséquences du coût élevé de l'éducation sont nombreuses :

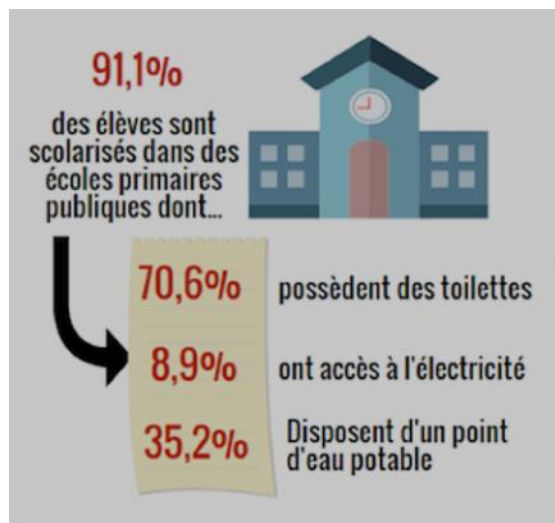
- Les parents peuvent renoncer à la scolarisation d'un ou plusieurs enfants ;
- Certains enfants se voient exclus de l'école en milieu d'année pour « impayés »
- Certains enfants sont orientés dans le monde du travail informel malgré leur jeune âge

➤ Un manque d'infrastructures et de fournitures criant

L'Etat a peu de moyens pour construire, rénover et entretenir les écoles.

La plupart sont dépourvues de petit matériel et de mobilier. Certaines n'ont pas les conditions sanitaires minimum pour retenir les enfants, notamment les toilettes (leur absence impacte cruellement la scolarisation des filles en particulier).

Cf. ci-contre : infographie



Infographie 1, : Banque Mondiale, Institut de Statistiques de l'UNESCO, Pôle de Dakar, 2013 ou année la plus récente disponible. Rapport mondial de l'éducation pour tous 2015.



Il n'est pas rare de voir les enfants étudier au sol, faute de bancs :



Photo 4, source : film « Une journée à l'école au Congo avec Daniel » (TDR ©Solidarité Laïque)

Par ailleurs, d'autres faiblesses pénalisent l'accès à l'école ou la difficulté d'apprendre dans de bonnes conditions :

- Un manque de manuels scolaires
- Le trajet entre l'école et le domicile de certains enfants



Photo 5, source : film « Une journée à l'école au Congo avec Daniel » (TDR ©Solidarité Laïque)



Le défi de la qualité de l'éducation

➤ Le métier d'enseignant : un métier peu valorisé

Le rôle des éducateurs (éducation formelle et non formelle), enseignants, animateurs ou personnels de l'animation socioculturelle est central dans la promotion et la mise en œuvre d'une éducation de qualité, notamment en dispensant un enseignement et un accompagnement adaptés et participatifs, qui encouragent les enfants et les jeunes et les « retiennent » dans les structures éducatives, où ils peuvent acquérir des compétences qui détermineront leurs chances dans la vie.

Or ces métiers sont souvent peu reconnus, peu valorisés et mal rémunérés. En RDC, face aux progrès en matière de scolarisation pour le primaire, le recrutement et la formation des enseignants n'a pu suivre le rythme de l'augmentation des effectifs.

Dans de nombreuses écoles, la qualité des enseignements ne peut donc pas être garantie.

➤ L'existence de classes pléthoriques

Malgré un ratio correct de 35 élèves pour un enseignant (2015), les effectifs d'élèves dans certaines écoles sont pléthoriques et l'affectation des enseignants est peu cohérente avec les besoins des écoles.



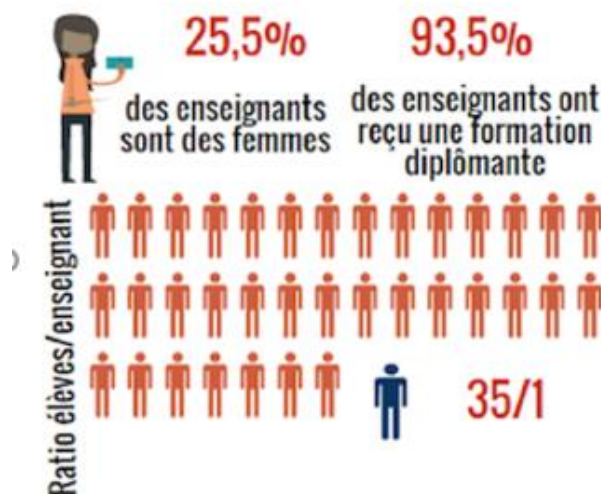
Photo 6, source : film « Une journée à l'école au Congo avec Daniel » (TDR ©Solidarité Laïque)

➤ L'enseignement : un métier souvent réservé aux hommes

En termes de promotion de l'égalité, on constate que seules 25% des enseignants sont des femmes, or on sait l'importance des femmes et de modèles d'enseignantes sur l'accès des filles à l'école et le sentiment de confiance induit, ainsi que son impact sur les mentalités.



Cf. infographie :

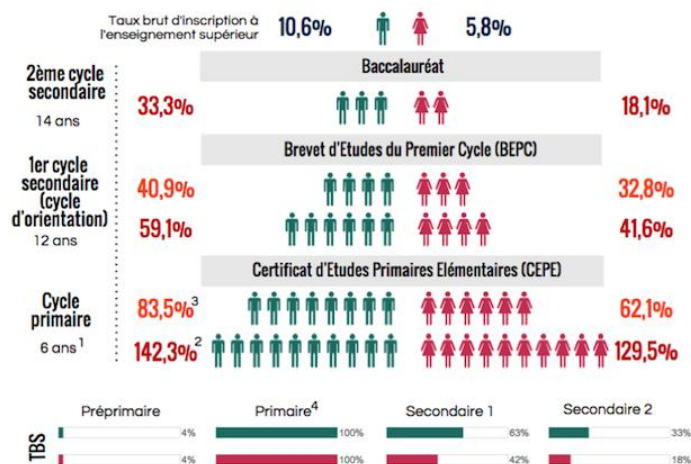


Infographie 2, source : Banque Mondiale, Institut de Statistiques de l'UNESCO, Pôle de Dakar, 2013 ou année la plus récente disponible. Rapport mondial de l'éducation pour tous 2015.

➤ Le défi lié à l'espérance de vie scolaire

Actuellement, l'espérance de vie scolaire en RDC est de 8 ans.

La pyramide de « déperdition scolaire » ci-dessous illustre bien le fait qu'en avançant dans leur scolarité, de plus en plus d'élèves renoncent à continuer. Cela malgré des taux de scolarisation en progression au niveau primaire. Après le CEPE, certificat d'études primaires élémentaires, 60% de garçons et 41,6% de filles continuent une scolarité dans le secondaire. A l'inscription (en taux brut) dans le supérieur, ils ne sont plus que respectivement 10,6% et 6%.



1 : Âge théorique d'entrée dans chaque cycle
 2 : Taux brut d'accès en première année de chaque cycle par sexe
 3 : Taux brut d'admission à la dernière année de chaque cycle par sexe
 4 : Les données supérieures à 100% sont arrondies à 100

Sources : Banque Mondiale, Pôle de Dakar, ISU, PASEC, 2014 ou année la plus récente disponible.

